
**TRAVEL
TECHNOLOGY
INTERACTIVE**

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2014

En milliers d'Euros	Notes		31/12/2014		31/12/2013
Chiffres d'affaires	6.9		6 056		7 698
Charges de personnel	6.11	-	4 255	-	4 828
Charges externes		-	2 333	-	3 726
Impôts et taxes		-	59	-	82
Dotations aux amortissements		-	353	-	502
Dotations aux provisions		-	45		1 109
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		-	989	-	330
Autres produits et charges opérationnels	6.10	-	48		412
RESULTAT OPERATIONNEL		-	1 037		82
Intérêts et charges assimilées	6.12	-	38	-	55
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		-	38	-	55
Autres produits et charges financières			113	-	31
Charges d'impôts	6.13		53	-	619
Dépréciation des goodwill	6.1.1	-	1 152	-	2 265
RESULTAT NET		-	2 061	-	2 888
<i>dont :</i>					
- <i>part du Groupe</i>		-	2 061	-	2 888
- <i>part des minoritaires</i>					

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'Euros		31/12/2014		31/12/2013	
Résultat de l'ensemble consolidé		-	2 061	-	2 888
Écarts de change résultant de la conversion des activités à l'étranger		-	45	-	31
Résultat global		-	2 106	-	2 919

En milliers d'Euros	NOTES	31/12/2014	31/12/2013
ACTIFS NON COURANTS			
Ecart d'acquisition	6.1.1	4 140	5 292
Autres immobilisations incorporelles	6.1.2	1 784	1 884
Autres immobilisations corporelles	6.2	257	384
Autres actifs financiers non courants	6.3	96	95
Actifs d'impôts différés	6.5	134	112
Total des actifs non courants		6 411	7 767
ACTIFS COURANTS			
Créances clients et comptes rattachés	6.4	865	1 190
Autres créances courantes	6.4	1 564	1 709
Valeurs mobilières de placement	6.14.1	424	299
Disponibilités	6.14.1	200	297
Total des actifs courants		3 053	3 496
TOTAL ACTIF		9 464	11 263

En milliers d'Euros	NOTES	31/12/2014	31/12/2013
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	6.6	4 524	3 925
Réserves		2 735	5 668
Résultat net part du Groupe	-	2 061	- 2 888
Intérêts minoritaires dans le résultat			
Total des capitaux propres		5 198	6 705
PASSIFS NON COURANTS			
Dettes financières à long terme	6.8	963	1 502
Emprunts obligataires		850	
Total des passifs non courants	6.8	1 813	1 502
PASSIFS COURANTS			
Autres dettes courantes		1 203	1 363
Provisions courantes	6.7	656	1 141
Dettes financières à long term. Part moins d'un an	6.8	593	529
Credits à court terme et banques	6.8	-	22
Total des passifs courants		2 452	3 055
TOTAL PASSIF		9 464	11 262

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'Euros	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission ou d'apport	Réserves consolidés	Résultat net de l'exercice	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2012	4 220 300	3 925	4 204	6 488	- 4 993	9 625
Résultat net de l'exercice					- 2 887	- 2 887
Ecarts de conversion				- 32		- 32
Affectation de résultat				- 4 993	4 993	-
Capitaux propres au 31 décembre 2013	4 220 300	3 925	4 204	1 463	- 2 887	6 705
Résultat net de l'exercice					- 2 061	- 2 061
Ecarts de conversion				- 46		- 46
Augmentation capital	645 161	600				600
Affectation de résultat				- 2 887	2 887	-
Capitaux propres au 31 décembre 2014	4 865 461	4 525	4 204	- 1 470	- 2 061	5 198

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'Euros	Notes	<u>31/12/2014</u>	<u>31/12/2013</u>
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
RESULTAT NET CONSOLIDE		-2 061	-2 887
Dotation aux amortissements et dépréciation goodwill	6.1 / 6.2	1 505	501
Dotation aux provisions		-485	1 974
Impôts différés	6.5	-22	-33
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT		-1 063	-445
Variation du besoin en fonds de roulement	6.14.2	310	-144
Flux net de trésorerie généré par l'activité		-753	-589
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corp.	6.1 / 6.2	-127	-235
Cessions d'immobilisations			9
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-127	-226
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Souscription d'emprunts	6.8	850	
Remboursement d'emprunts	6.8	-455	-675
Variation des capitaux propres		600	
Variation des autres dettes non courantes		-24	108
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		971	-568
Variation nette de la trésorerie		91	-1 383
Incidence des variations de cours de devises		-45	-31
Trésorerie nette en début d'exercice	6.14.1	578	1 992
Trésorerie nette à la fin de l'exercice	6.14.1	624	578

Notes annexes aux états financiers consolidés

pour l'exercice clos le 31 décembre 2014

NOTE 1. INFORMATIONS GENERALES	8
NOTE 2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	9
NOTE 3. REGLES ET METHODES COMPTABLES	10
3.1. REFERENTIEL COMPTABLE	10
3.2. PARTICIPATION DANS LES CO-ENTREPRISES	11
3.3. PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	11
NOTE 4. BASES DE PREPARATION, D'EVALUATION, JUGEMENT ET UTILISATION D'ESTIMATIONS	12
4.1. BASE D'EVALUATION	12
4.2. ESTIMATIONS ET HYPOTHESES	12
4.3. PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION	13
4.4. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES ET ACQUISITIONS D'ACTIFS (IFRS3 ET IAS27).....	14
4.5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	16
4.6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16
4.7. ACTIFS FINANCIERS (IAS 39).....	17
4.8. BIENS FINANCES PAR CONTRATS DE LOCATION (IAS 17).....	17
4.9. PASSIFS FINANCIERS (IAS 39).....	18
4.10. INSTRUMENTS DERIVES.....	19
4.11. CREANCES.....	19
4.12. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE :	19
4.13. TITRES TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE AUTO DETENUS	20
4.14. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS.....	20
4.15. AVANTAGES DU PERSONNEL	20
4.16. PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS.....	21
4.17. IMPOTS 21	
4.18. RECONNAISSANCE DES PRODUITS	22
4.19. COUT DES EMPRUNTS OU DES DETTES PORTANT INTERETS.	23
4.20. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	23
4.21. INFORMATION SECTORIELLE (IFRS 8).....	23
4.22. RESULTAT PAR ACTION.....	24
4.23. METHODE DE CONVERSION.....	24
NOTE 5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION	25
5.1. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES.....	25
5.2. VARIATION DE PERIMETRE	25
NOTE 6. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT	26

6.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	26
6.1.1. ECARTS D'ACQUISITION	26
6.1.2. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	26
6.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	27
6.2.1. TEST DE DEPRECIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS :	27
6.2.2. HYPOTHESES RETENUES POUR LES TESTS DE DEPRECIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS :	27
6.3. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS :	28
6.4. CREANCES.....	29
6.5. IMPOTS DIFFERES :	29
6.6. CAPITAUX PROPRES :	30
6.6.1. CAPITAL	30
6.6.2. RESERVES:	30
6.6.3. DIVIDENDES:.....	30
6.7. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES:.....	30
6.8. DETTES FINANCIERES :	31
6.9. REVENUS D'ACTIVITE :	32
6.10. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS:.....	32
6.11. FRAIS DE PERSONNEL :	33
6.12. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER (BRUT):	33
6.13. IMPOTS SUR LES BENEFICES ET DIFFERES:.....	33
6.14. NOTE ANNEXE AU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE NETTE CONSOLIDE DU GROUPE TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE :	34
6.14.1.CALCUL DE LA TRESORERIE (EN K€).....	34
6.14.2.FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	35
6.15. RESULTAT PAR ACTION :	35
6.16. EFFECTIFS MOYENS :	35
6.17. INFORMATIONS SECTORIELLES :	36
6.18. PARTIES LIEES	38
6.18.1.REMUNERATION DES DIRIGEANTS.....	38
6.18.2.HONORAIRES PERÇUS PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	39
6.19. ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	39

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

Note 1. Informations générales

TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE est un éditeur et opérateur, en mode SAS, de solutions logicielles à destination du secteur du transport. TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE commercialise des solutions technologiques de gestion d'inventaire et de réservation à destination des compagnies aériennes régionales.

TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE est le partenaire mondial d'AMADEUS sur ce segment de compagnies aériennes. Depuis août 2006, TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE dispose de la reconnaissance mondiale de l'organisme de régulation IATA pour sa compatibilité avec la norme du «billet électronique IATA».

TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE dispose de clients basés aujourd'hui en Europe, aux Amériques, en Afrique, en Asie et dans le Pacifique.

La société est une société anonyme de droit français à Directoire, dont le siège social est 11, rue du Colisée à Paris. La société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 480 040 880 RCS Paris et est cotée sur le marché libre NYSE ALTERNEXT à PARIS depuis le 18 avril 2011.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2014 reflètent la situation comptable de TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE et de ses filiales.

Les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2014 ont été arrêtés par le directoire en date du 27 avril 2015 qui a par ailleurs à cette occasion autorisé leur publication. Ils ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires du 30 juin 2015.

Note 2. Faits caractéristiques de l'exercice

- Modification des modalités de gestion de l'entreprise. Suite à l'AGE du 30 juin 2014, la société a changé sa gouvernance passant d'un Conseil d'administration à un Directoire et un Conseil de Surveillance. Grégoire Echalié a été nommé en qualité de Président du Directoire.
- Emission de 500 000 € d'obligations convertibles en actions auxquelles étaient attachées autant de bons de souscription d'actions (OCABSA). Ces OCABSA ont été entièrement souscrites par des OPCVM gérés par la société NEXTAGE en juillet 2014.
- Augmentation de capital de 600 000 € en décembre 2014 par création de 645 162 actions nouvelles passant ainsi le capital social à 4 524 878 €.
- Emission de 350 000 € d'obligations convertibles en actions auxquelles étaient attachées autant de bons de souscription d'actions (OCABSA). Ces OCABSA ont été entièrement souscrites par des OPCVM gérés par la société NEXTAGE en décembre 2014.
- Les difficultés économique rencontrées par la filiale TTI DO Brasil ont conduit la société Travel Technology Interactive à enregistrer au 31 décembre 2014 une provision complémentaire de 1 152 K€ pour dépréciation du goodwill de sa filiale.

Note 3. Règles et méthodes comptables

3.1. Référentiel comptable

A) Référentiel IFRS

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés publiés au titre de l'exercice 2014 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) » telles que publiée par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptée dans l'Union Européenne (UE).

Par ailleurs, le Groupe tient compte des positions adoptées par le Syntec Numérique – organisation représentant les principales sociétés de conseil et de services informatiques en France – sur les modalités d'application de certaines normes IFRS. Les principes comptables sont présentés au début de chaque note annexe aux états financiers consolidés.

B) Nouvelles normes et interprétations applicables en 2014

a) Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire (publiés par l'IASB, approuvés par l'UE, entrés en vigueur au 1er janvier 2014)

Les principes comptables appliqués par le Groupe sont identiques à ceux appliqués dans les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2013, à l'exception des nouvelles normes, amendements et interprétations entrés en vigueur à compter du 1er janvier 2014 et qui n'ont pas d'impact pour le Groupe.

b) Nouvelles normes, amendements et interprétations non appliqués par anticipation (publiés par l'IASB, approuvés par l'UE, non encore entrés en vigueur au 1er janvier 2014)

Les impacts éventuels de l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations (notamment IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique) n'ont pas d'incidences significatives sur les comptes annuels consolidés du Groupe.

c) Nouvelles normes, amendements et interprétations non encore approuvés (publiés par l'IASB, non encore approuvés par l'UE, non encore entrés en vigueur au 1er janvier 2014)

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore approuvés par l'UE au 31 décembre 2014 ni encore entrés en vigueur au 1er janvier 2014.

3.2. Participation dans les co-entreprises

La participation du Groupe dans une co-entreprise est comptabilisée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Une co-entreprise est un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint.

3.3. Participation dans les entreprises associées

La participation dans une entreprise associée est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Une entreprise associée est une entité dans laquelle le Groupe a une influence significative et qui n'est ni une filiale ni une co-entreprise du Groupe.

Une participation dans une entreprise associée est comptabilisée au bilan à son coût, augmenté ou diminué des changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise détenue et de toute perte de valeur. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise associée.

Note 4. Bases de préparation, d'évaluation, jugement et utilisation d'estimations

4.1. Base d'évaluation

Les comptes consolidés ont été établis selon la convention du coût historique à l'exception des immeubles de placement, des instruments financiers et des titres destinés à la vente qui sont évalués à leur juste valeur.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'Euros.

4.2. Estimations et hypothèses

Pour préparer les informations financières conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction du groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et, d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice .

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugées raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Des changements de faits et circonstances économiques et financières peuvent amener le groupe à revoir ses estimations.

Ainsi, les comptes consolidés de l'exercice ont été établis sur la base de paramètres financiers et de marchés disponibles à la date de clôture. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels, la valeur est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Les principaux éléments qui requièrent des estimations établies à la date de clôture sur la base d'hypothèses d'évolution future et pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle de leur valeur telle qu'enregistrée au bilan à la date de clôture concernent :

- la valorisation des goodwill,
- l'évaluation des provisions pour litiges,
- les impôts différés.

Le Groupe utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme. (Écart d'acquisition notamment). Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées

4.3. Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés comprennent les états financiers de Travel Technology Interactive SA et de ses filiales au 31 décembre. Cet ensemble forme le Groupe Travel Technology Interactive.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les comptes consolidés regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle majoritaire, contrôle conjoint ou influence notable.

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif ou majoritaire sont consolidées par intégration globale. Les filiales non significatives par rapport à l'ensemble consolidé ne sont pas intégrées dans le périmètre de consolidation.

La liste des sociétés consolidées figure au paragraphe 5.1. Le nombre de sociétés consolidées s'élève à 5 au 31 décembre 2014.

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leur exercice social à une date identique à celle des comptes consolidés soit le 31 décembre.

4.4. Regroupement d'entreprises et acquisitions d'actifs (IFRS3 et IAS27)

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs identifiables et les passifs repris de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition et peuvent être ajustés au cours des 12 mois suivant cette date.

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur des actifs identifiables et des passifs repris de l'entité acquise (actif net réévalué).

Dans le cas d'une acquisition donnant le contrôle avec existence d'intérêts minoritaires (acquisition inférieure à 100 %), le Groupe choisit soit de reconnaître un écart d'acquisition sur la totalité de l'actif net réévalué, y compris sur la quote-part revenant aux intérêts minoritaires (méthode de l'écart d'acquisition complet), soit de ne reconnaître un écart d'acquisition que sur la quote-part effectivement acquise de l'actif net réévalué (méthode de l'écart d'acquisition partiel).

Toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction portant sur des capitaux propres et doit être comptabilisée selon IAS 27 amendée directement en capitaux propres.

Les transactions intervenant sous contrôle commun, c'est à dire les transactions par lesquelles plusieurs activités sont regroupées et la totalité des parties prenantes au regroupement est contrôlée in fine par une même partie ou par plusieurs parties, sont exclues du champ d'application de IFRS 3 révisée.

Lorsque le coût du regroupement d'entreprises est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs, l'écart est immédiatement reconnu en compte de résultat.

Les coûts annexes directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en autres charges opérationnelles pour les périodes au cours desquelles les coûts sont engagés, à l'exception des coûts d'émission des titres d'emprunt ou de capitaux propres qui doivent être comptabilisés selon les normes IAS 32 et IAS 39.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Les Goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 "Dépréciation des actifs", au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur.

Les autres actifs immobilisés sont également soumis à un test de perte de valeur chaque fois que les événements, ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou groupe d'actifs) et de sa sortie in fine. Dans ce cadre, les immobilisations sont regroupées par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Une UGT est un ensemble homogène d'actifs (ou groupe d'actifs) dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La juste valeur diminuée des coûts de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou groupe d'actifs), dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts directement liés à la cession.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence une perte de valeur, celle-ci est comptabilisée afin que la valeur nette comptable de ces actifs n'excède pas leur valeur recouvrable.

4.5. Immobilisations incorporelles

Les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété ainsi que les logiciels et solutions développés en interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement sur une durée allant de 3 à 5 ans.

Les coûts capitalisés des logiciels et solutions développés en interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels.

4.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles correspondent principalement aux installations générales, matériels, outillages, agencements, terrains et autres. Ce poste comprend également l'ensemble des actifs corporels nécessaires à l'exploitation de ces plateformes commerciales.

Conformément à la norme IAS 16, elles sont évaluées au coût d'acquisition et amorties sur leur durée d'utilité estimée à l'acquisition et revue chaque année. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'une composante d'immobilisation corporelles sont comptabilisées comme un actif distinct et, l'actif remplacé est éliminé.

Les coûts d'entretien et de réparations sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les autres dépenses ultérieures relatives à une immobilisation corporelle sont comptabilisées à l'actif lorsqu'elles augmentent les avantages économiques futurs de l'actif au-dessus de son niveau de performance défini à l'origine.

La durée d'amortissement des différentes catégories d'immobilisations est fondée sur leurs durées d'utilité estimées, dont les principales sont les suivantes :

Rubriques de l'actif	Durée
Installations techniques, matériels et outillages	2 à 7 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans
Plateformes commerciales	3 à 5 ans
Mobilier & Matériel de bureau et informatique	2 à 7 ans
Agencements et installations	8 à 10 ans

Les valeurs résiduelles, si elles existent, sont revues chaque année.

La valeur nette comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

4.7. Actifs financiers (IAS 39)

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance.

Les actifs disponibles à la vente qui comprennent notamment des participations dans des sociétés, sont évalués à la juste valeur en contrepartie des capitaux propres. Si la baisse de juste valeur est considéré comme prolongée ou importante, il s'agit d'une dépréciation enregistrée par le compte de résultat. La reprise sur provision est comptabilisée par capitaux propres.

Les actifs détenus à des fins de transactions (placement de trésorerie) sont évalués en juste valeur par résultat.

Les placements de trésorerie sont enregistrés par le résultat.

4.8. Biens financés par contrats de location (IAS 17)

Il s'agit des biens financés par un contrat de location-financement pour lesquels le groupe supporte la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens.

La qualification d'un contrat s'apprécie en application de la norme IAS 17.

La valeur des biens ainsi financés figure à l'actif du bilan consolidé. Les dettes correspondantes sont inscrites en dettes financières au passif du bilan consolidé.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement du solde de la dette.

La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir le taux d'intérêt effectif.

L'activation de contrats de location-financement conduit à la constatation d'impôts différés le cas échéant.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en location simple. Les paiements effectués au titre des contrats sont comptabilisés en charges opérationnelles courantes de façon linéaire sur la durée des contrats.

Les plus-values générées par les cessions réalisées dans le cadre d'opération de cessions bail sont constatées intégralement en résultat au moment de la cession lorsque le bail est qualifié de location simple et dans la mesure où l'opération a été effectuée à la juste valeur.

4.9. Passifs financiers (IAS 39)

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires. Tous les emprunts ou dettes portant intérêts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

4.10. Instruments dérivés

Pour ses instruments dérivés, la société a décidé de ne pas opter pour la comptabilité de couverture et par conséquent enregistre leur variation de juste valeur par le résultat.

Les emprunts sont classés en passifs non courants pour la fraction à plus d'un an. La fraction à moins d'un an des emprunts et des dettes financières est présentée en passif courant.

4.11. Créances

Les créances clients entrent dans la catégorie des actifs financiers émis par l'entreprise selon IAS 39. Elles sont évaluées à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale. Compte tenu des échéances de paiement généralement à moins de trois mois, la juste valeur des créances est assimilée à la valeur nominale.

Les créances sont ensuite comptabilisées au coût amorti et peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable.

4.12. Trésorerie et équivalents de trésorerie :

La trésorerie et équivalents comprend les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de 3 mois à compter de la date d'acquisition et dont les sous-jacents ne présentent pas de risques de fluctuations significatifs.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture. Les gains et pertes latents sont comptabilisés en résultat s'ils sont significatifs.

Les découverts bancaires remboursables à vue, qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe, constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau de flux de trésorerie.

4.13. Titres Travel Technology Interactive auto détenus

A compter du 1er avril 2004, date de première application de IAS 32, les titres d'auto-contrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession sont imputés dans les capitaux propres et ne sont pas inclus dans le résultat de l'exercice.

4.14. Paiements fondés sur des actions

Des plans de souscription d'actions sont attribués par le Groupe et dénoués en actions. Conformément à la norme IFRS2 – paiements fondés sur des actions, la juste valeur de ces plans, correspondant à la juste valeur des services rendus par les détenteurs d'options, est évaluée de façon définitive à la date d'attribution.

Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur des options ainsi déterminée est amortie proportionnellement à l'acquisition des droits. Cette charge est inscrite en charge de personnel par contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Lors de l'exercice de l'option, le prix d'exercice reçu est enregistré en trésorerie par contrepartie des capitaux propres.

4.15. Avantages du personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19. Les obligations du Groupe en matière de pension, complément de retraite et indemnités de départ à la retraite, sont celles qui sont imposées par les textes légaux applicables dans les pays dans lesquels le Groupe est installé. La couverture des obligations en matière de pension et complément de retraite est complètement assurée par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure ; l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Il s'agit notamment des régimes de retraites publics français.

Les indemnités de départ à la retraite sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Ces indemnités relèvent du régime des prestations définies. De ce fait, la méthode

utilisée pour évaluer le montant de l'engagement du Groupe au regard des indemnités de fin de carrière est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées.

Elle représente la valeur actuelle probable des droits acquis, évaluée en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de départ et de survie.

Compte tenu de l'ancienneté des salariés et de la structure, il n'a pas été constaté de passif lié aux indemnités de départ à la retraite.

4.16. Provisions et passifs éventuels

Conformément à la norme IAS 37, une provision est constituée dès lors qu'une obligation à l'égard d'un tiers provoquera de manière certaine ou probable une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente. La provision est maintenue tant que l'échéance et le montant de la sortie ne sont pas fixés avec précision. Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

En matière de litiges salariaux, les provisions correspondent à la valeur estimée de la charge probable que les entreprises concernées auront à décaisser pour des litiges faisant l'objet de procédures judiciaires. En matière de litiges commerciaux, les provisions correspondent aux coûts estimés de ces litiges pour lesquels les sociétés concernées ne peuvent pas espérer la moindre contrepartie.

Les provisions pour risques entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité et la part à moins d'un an des autres provisions pour risques sont classées en passif courant. Les provisions ne répondant pas à ces critères sont classées en tant que passifs non courants.

4.17. Impôts

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés en capitaux propres.

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur base comptable dans les états financiers consolidés. Aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt.

Les actifs d'impôts différés sont réappréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date de chaque clôture et dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé pour chaque réglementation fiscale. Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporelles, est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale et un même taux.

4.18. Reconnaissance des produits

En application de l'IAS 18, le chiffre d'affaires du Groupe correspond au montant des prestations de service liées aux activités ordinaires des sociétés consolidées.

4.19. Coût des emprunts ou des dettes portant intérêts.

Conformément à la norme IAS 39, le taux d'intérêt a été recalculé en utilisant le taux d'intérêt effectif.

Selon la norme IAS 23, le traitement comptable de référence des frais financiers est la comptabilisation en charges. Le Groupe TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE applique cette méthode de référence.

4.20. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau est présenté selon la méthode indirecte conformément à la norme IAS 7. La charge d'impôt est présentée globalement dans les flux opérationnels.

Les intérêts financiers versés sont portés en flux de financement. Les intérêts perçus figurent dans le flux d'investissement.

Les dividendes versés sont classés en flux de financement.

4.21. Information sectorielle (IFRS 8)

La norme IAS 14 impose la présentation d'une information sectorielle selon deux niveaux dits primaires et secondaires. Le niveau secondaire doit être présenté dès lors qu'il représente plus de 10% du résultat, du chiffre d'affaires ou du total du bilan. Les secteurs sont identifiés à partir d'une analyse des risques et de la rentabilité pour constituer des secteurs homogènes.

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits et de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le Groupe opère. Il constitue le niveau d'information sectoriel.

Dans le cadre du Groupe TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE, les zones géographiques représentent ses niveaux d'information sectoriels.

En l'occurrence, les quatre zones géographiques où sont implantées les entités du Groupe TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE sont les suivantes :

- France/Europe-Afrique-Moyen Orient,

- Brésil,
- Guadeloupe/Caraïbes-Amériques,
- Singapour/Asie-Pacifique.

4.22. Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à des fins d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par une de ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existantes à la date de clôture.

4.23. Méthode de conversion

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante :

les bilans des sociétés étrangères sont convertis en euros au taux de change à la date de clôture ;

les comptes de résultat et les flux de trésorerie de ces mêmes sociétés sont convertis au taux de change moyen de la période ;

les écarts résultant de la conversion des états financiers des sociétés étrangères sont portés en capitaux propres sur la ligne « Différences de conversion » ;

les écarts de conversion figurant dans les résultats des sociétés sont maintenus dans le résultat consolidé.

	Taux clôture	Taux moyen	Taux ouverture
Real brésilien	3,2499	3,1228	3,2133
Dollar US	1,2331	1,3288	1,3704

Note 5. Périmètre de consolidation

5.1. Liste des sociétés consolidées

Toutes les sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale

Sociétés	% contrôle		% Intérêt	
	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013
Travel Technology Interactive SA	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Travel Technology Interactive France SAS	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Travel Technology Interactive Caraïbes	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Travel Technology Interactive Do Brasil	99,9%	99,9%	99,9%	99,9%
Travel Technology Interactive Asia	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

5.2. Variation de périmètre

Aucune variation de périmètre n'est intervenue au cours de la période

Note 6. Notes relatives au bilan et au compte de résultat

6.1. Immobilisations incorporelles

6.1.1. Ecarts d'acquisition

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Valeur nette au 1er janvier	5 292	8 852
Acquisitions de l'exercice	0	0
Reclassement		-1 295
Dépréciation	-1 152	-2 265
Valeur nette au 31 décembre	4 140	5 292

Les écarts d'acquisition se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
TTI Do Brasil	3 954	5 106
TTI Caraïbes	186	186
Total	4 140	5 292

6.1.2. Autres immobilisations incorporelles :

Valeurs nettes En milliers d'euros	Frais de développement	Fond commercial	Autres immobilisation s incorporelles	TOTAL
Solde au 31 décembre 2012	137		465	602
Acquisitions	94		121	215
Cessions/ Transfert				-
Reclassement		1 295		1 295
Dotation aux amortissements / dépréciation	- 48		- 182	- 229
Solde au 31 décembre 2013	184	1 295	405	1 884
Acquisitions	7		100	108
Cessions/ Transfert				-
Reclassement				-
Dotation aux amortissements / dépréciation	- 63		- 146	- 208
Solde au 31 décembre 2014	129	1 295	360	1 784

6.2. Immobilisations corporelles :

En milliers d'euros	Autres immobilisations corporelles
Valeur nette au 31 décembre 2012	636
Acquisitions	19
Cessions / mise rebut	- 1
Reclassement	
Amortissements	- 270
Valeur nette au 31 décembre 2013	384
Acquisitions	19
Cessions / mise rebut	
Reclassement	
Amortissements	- 146
Valeur nette au 31 décembre 2014	257

En milliers d'euros

Valeurs brutes au 31/12/2014	Brésil	Guadeloupe/ Caraïbes	Asie	France	Total
Frais d'établissement					-
Frais de développement	167			285	452
Fonds commercial / Goodwill	7 371	236		1 245	8 852
Autres immobilisations incorporelles	357	113		354	824
Autres immobilisations corporelles	1 073	3 205	1	943	5 222
Immobilisations financières				102	102
Total	8 968	3 554	1	2 929	15 452
Rappel 2013	8 942	3 554	1	2 829	15 326
Variation	26	-	-	100	126

6.2.1. Test de dépréciation des actifs non financiers :

Les principes de dépréciation des actifs non financiers sont détaillés dans la note 4.4.

6.2.2. Hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des actifs non financiers :

Les taux de croissance perpétuelle et d'actualisation appliqués aux flux de trésorerie attendus dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par le Groupe sont les suivants :

	Actualisation		Croissance perpétuelle	
	déc-14	déc-13	déc-14	déc-13
Taux utilisé	10,50%	13,00%	1%	1%

Le taux d'actualisation utilisé dans la méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs est le coût moyen pondéré du capital (ou *Wacc*) du groupe TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE. Il est calculé sur la base du coût des fonds propres, du coût de la dette après IS et du ratio d'endettement cible. Il est applicable dans toutes les zones géographiques.

Il a été retenu un ratio d'endettement cible (valeur de la dette / valeur des fonds propres + valeur de la dette) de 10.5% qui est cohérent avec celui observé sur les groupes de distribution spécialisée.

Calcul WACC

Taux sans risque	3,00%
Prime de risque	10,00%
Coûts des fonds propres	13,70%
Coûts de la dette	6,00%
Prime de risque spécifique	0,46%
WACC	10,50%

Sensibilité aux hypothèses clés :

- Une variation de +1 point du WACC aurait pour conséquence la constatation d'une provision complémentaire pour dépréciation des écarts d'acquisition de 0.3 M€.
- Une variation de -1% du résultat d'exploitation déterminée pour la valeur terminale n'aurait pas pour effet l'enregistrement d'une provision pour dépréciation.

6.3. Autres actifs financiers non courants :

En milliers d'euros	Titres de participation non consolidés	Créances / participations	Dépôts et cautionnements	Autres titres immob.	Total
Valeur nette au 31/12/2012	-	-	103	-	103
Provision					-
Variations de périmètre					-
Augmentation			1		1
Diminution			- 9		- 9
Valeur nette au 31/12/2013	-	-	95	-	95
Provision					-
Variations de périmètre					-
Augmentation					-
Diminution			1		1
Valeur nette au 31/12/2014	-	-	96	-	96

6.4. Créances

En milliers d'euros	Valeur brute au 31/12/2014	Provisions au 31/12/2014	Valeur nette au 31/12/2014	Valeur nette au 31/12/2013
Clients et comptes rattachés	1 805	940	865	1 190
Créances sociales et fiscales	373		373	546
Autres créances	1 180		1 180	1 147
Charges constatées d'avance	11		11	16
Total des autres Créances d'exploitation	1 564	-	1 564	1 709

Créances d'exploitation	3 369	940	2 429	2 899
--------------------------------	--------------	------------	--------------	--------------

En milliers d'euros	31/12/2013	Dotation	Reprise	31/12/2014
Provision clients	253	790	- 103	940

6.5. Impôts différés :

- Solde net des impôts différés :

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Solde net d'impôt différé	134	112

Impact réserves

Impact résultat 22 33

- Décomposition des mouvements relatifs aux actifs d'impôts différés :

En milliers d'euros	Solde 31 décembre 2013	Variation de périmètre	Mouvement net		Solde 31 décembre 2014
			débit	crédit	
Dérogatoire	-24				-24
Diff temporaire	10				10
Cession interne	69		22		91
Déficit reportable activé	56				56
Impôt différé (actif non courant)	112	0	22	0	134
			22		

6.6. Capitaux propres :

6.6.1. Capital

En milliers	31/12/2013	Augmentation	Diminution	31/12/2014
Nb d'actions	4 220 299	645 161		4 865 461
Valeur nominale	0,93	0,93		0,93
Capital social	3 924 878	600 000	-	4 524 878

6.6.2. Réserves:

Au 31 décembre 2014, les réserves sont constituées de la réserve légale, de réserves réglementées, des résultats des exercices antérieurs.

6.6.3. Dividendes:

Aucune distribution de dividende n'est intervenue au cours de l'exercice.

6.7. Provisions courantes et non courantes:

En milliers d'euros	Provisions courantes	Provisions non courantes	Provisions totales
Provisions au 31 décembre 2012	1 432	-	1 432
Dotations	59		59
Provisions utilisées	- 350		- 350
Provisions non utilisées			-
Provisions au 31 décembre 2013	1 141	-	1 141
Dotations	36		36
Provisions utilisées	- 521		- 521
Provisions non utilisées			-
Provisions au 31 décembre 2014	656	-	656

Provision pour risques

Provision pour litige

Autres provisions

656

6.8. Dettes financières :

En milliers d'euros	Échéances					Endettement au 31/12/2013
	Total	Courant (moins d'un an)	Non courant	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Avances conditionnées		-				
Dettes financières à long terme	2 240	593	1 647	797	850	1 845
Dettes financières à long terme	2 240	593	1 647	797	850	1 845
Compte courant	98		98		98	98
Dettes diverses (Dépôts reçus)	67		67	67		86
Autres dettes financières	166	-	166	67	98	184
Emprunts et dettes financières	2 406	593	1 813	864	948	2 029
(*) Dont crédit bail						

Tableau de variation des dettes financières :

	Capital restant dû 01/01/2014	Emission d'emprunts 2014	Autres variations	Rembts emprunts	Capital restant dû au 31/12/2014
Emprunts auprès des ets de crédit	1 845	850		455	2 240
Compte courant	98				98
Dettes diverses (Dépôts reçus)	86	0		19	67
Découverts bancaires					
Total	2 030	850		474	2 406

Tableau de variations des emprunts :

En milliers d'euros	Emprunts à taux fixe	Emprunts à taux variable	Total 2014	Rappel 2013
Emprunts bancaires	2 240		2 240	1 845
Total	2 240		2 240	1 845

6.9. Revenus d'activité :

L'évolution des revenus de l'activité (en K€) par zone géographique est donnée ci-après:

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013	Variation
France	1 254	1 399	-145
Guadeloupe / Caraïbes	772	707	65
Brésil	3 753	5 348	-1 595
Singapour / Asie-Pacifique	277	243	34
Total Revenus d'activité	6 056	7 697	-1 641

6.10. Autres produits et charges opérationnels:

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Produits de cession d'immobilisations corp et incorp VNC des immobilisations corp et incorp Reprise de provisions sur éléments d'actifs cédés	-	-
Plus-value de cession	-	-
Autres produits opérationnels	229	569
Autres charges opérationnelles	277	157
Société dont activité arrêtée		
Autres produits et charges opérationnels	- 49	412
Total	- 49	412

Les autres charges opérationnelles se décomposent de la manière suivante:

	31/12/2014	31/12/2013
Dotation exceptionnelle net de reprise	164	
Perte sur créances irrécouvrable	91	101
Frais de restructuration et licenciement		
Autres	22	56

Au 31 décembre 2014, les autres produits opérationnels correspondent à hauteur de 123 K€ à des pénalités appliquées à des clients de la zone Asie et à 80 K€ à un trop perçu de client France.

Au 31 décembre 2013, les autres produits opérationnels correspondent à hauteur de 336 K€ à des reprises de provisions sur créances.

6.11. Frais de personnel :

Les frais de personnel se décomposent ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Salaires	3 192	3 536
Charges sociales	1 063	1 292
Total	4 255	4 828
Tx de charges soc.	33,3%	36,5%

(*) le montant de la charge de participation et les produits de subventions sont inclus dans les autres produits et charges opérationnelles.

6.12. Coût de l'endettement financier (brut):

En milliers d'euros	31/12/2014	31/12/2013
Intérêts et charges assimilées	38	55
(brut)	38	55

6.13. Impôts sur les bénéfices et différés:

➤ Décomposition de la charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Impôts exigibles	-31	652
Impôts différés	-22	-33
Charges d'impôts globale	-53	619
Résultat net de l'ensemble	-2 061	-2 887
Taux d'impôts effectif moyen	NA	-27,29%

Le taux d'impôt effectif moyen s'obtient de la manière suivante:
(impôts courants et différés) / (résultat net avant impôts)

➤ Rationalisation de la charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net après impôts	- 2 061	- 2 887
Charges (produits) d'impôts des activités poursuivies	- 53	619
Résultat taxable	- 2 114	- 2 268
Taux d'impôts courant en France	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	- 705	- 756
Différences permanentes	77	
Résultat non fiscalisé	805	1 214
Différence de taux		491
Crédit d'impôts	- 230	- 330
Charges (produits) d'impôt comptabilisé	- 53	619

Le calcul de l'impôt de la période est le résultat du taux effectif annuel d'impôt connu à la date de clôture de l'année appliqué au résultat de la période comptable avant impôt.

6.14. Note annexe au Tableau de Flux de Trésorerie nette consolidé du Groupe Travel Technology Interactive :

6.14.1. Calcul de la trésorerie (en K€)

	31/12/2014	31/12/2013	Variation
Disponibilités	200	297	- 97
Valeurs mobilières de placement	424	299	125
Trésorerie et équivalent de trésorerie	624	596	28
Découvert bancaire	-	22	22
Trésorerie nette	624	574	50

6.14.2. Flux de trésorerie provenant de l'exploitation

	31/12/2014	31/12/2013	Variation
Créances d'exploitation nettes	865	1 190	
Autres	1 564	1 709	
Actifs courants liés à l'exploitation	2 429	2 899	- 470
Fournisseurs	359	263	
Dettes fiscales et sociales	754	1 053	
Autres	90	47	
Autres passifs courants	1 203	1 363	- 160
Besoin en fonds de roulement			- 310

6.15. Résultat par action :

Résultat de base	31/12/2014	31/12/2013
Résultat net revenant aux actionnaires de la société (en K€)	-2 061	-2 887
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	4 865 461	4 220 296
Actions auto détenues		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation après neutralisation des actions auto-détenues	4 865 461	4 220 296
Résultat net par action (euro)	-0,42	-0,68

Résultat dilué par action (euro)	-0,42	-0,68
---	--------------	--------------

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

6.16. Effectifs moyens :

	31/12/2014	31/12/2013
Non cadre	19	22
Cadre	22	26
Effectif France	41	48
Effectif filiales étrangères	72	107
Total effectif Groupe	113	155

Les effectifs présentés ci-dessus correspondent aux effectifs présent à la clôture de l'exercice.

6.17. Informations sectorielles :

➤ Répartition par zone géographique au 31 décembre 2014

Compte de résultat	France	Guadeloupe / Caraïbes	Singapour / Asie- Pacifique	Bresil	Cumul
Chiffres d'affaires Nets	1 254	772	277	3 753	6 056
Résultat opérationnel courant	-1 513	446	-3	34	-1 037
Autres produits et charges opérationnels	72	-84	-41	5	-48
Résultat net	-1 267	464	-50	-1 207	-2 061

Bilan	France	Guadeloupe / Caraïbes	Singapour / Asie- Pacifique	Bresil	Cumul

Actif non courant	2 133	251	0	4 028	6 411
Actif courant	1 839	348	80	786	3 053
Total des actifs consolidés	3 971	599	80	4 814	9 464
Passif non courant	1 813	0	0	0	1 813
Passif courant	1 934	218	43	256	2 452

➤ Répartition par zone géographique au 31 décembre 2013 :

Compte de résultat	France	Guadeloupe / Caraïbes	Singapour / Asie-Pacifique	Bresil	Cumul
Chiffres d'affaires Nets	1 399	707	243	5 348	7 697
Résultat opérationnel courant	-1 985	327	12	1 317	-330
Autres produits et charges opérationnels	283	77	1	52	412
Résultat net	-1 456	399	7	-1 838	-2 888

Bilan	France	Guadeloupe / Caraïbes	Singapour / Asie-Pacifique	Bresil	Cumul
-------	--------	-----------------------	----------------------------	--------	-------

Actif non courant	2 144	267	0	5 355	7 766
Actif courant	2 218	268	110	901	3 496
Total des actifs consolidés	4 361	535	110	6 256	11 262
Passif non courant	1 501	0	0	0	1 501
Passif courant	2 499	77	29	450	3 055
Total des passifs consolidés	4 361	535	110	6 256	11 262

➤ Engagements hors bilans :

(en milliers d'euros)	31/12/14	31/12/13
Engagements donnés		
Engagement vis-à-vis de la banque HSBC (nantissement)	1 000	1 000
Engagement vis-à-vis de la banque Palatine de conservation du compte titres de placement d'un montant équivalent aux prêts à rembourser		
Total	1 000	1 000
Engagements reçus		
Néant		
Total		

6.18. Parties liées

6.18.1. Rémunération des dirigeants.

Les mandataires sociaux de la Société ont perçu 158 K€ (salaires bruts cumulés et prestations de services) au cours de la période.

6.18.2. Honoraires perçus par les Commissaires aux comptes

	2014	2013
<i>En milliers d'Euros</i>		
Commissariat aux comptes (comptes annuels et consolidés)	35	35
Missions accessoires		
Sous-total	35	35
Autres prestations le cas échéant		
Sous-total	0	0
TOTAL	35	35

6.19. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

- Emission de 250 000 € d'obligations convertibles en actions auxquelles étaient attachées autant de bons de souscription d'actions (OCABSA). Ces OCABSA ont été entièrement souscrites par des OPCVM gérés par la société NEXTAGE en mars 2015.